



La Coalition de l'opposition relève des « insuffisances majeures » dans la feuille de route de la CEDEAO

La coalition des 14 partis de l'opposition vient de réagir au sujet de la feuille de route de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur la situation sociopolitique au Togo. Dans un communiqué publié à cet effet, la coalition, après avoir pris acte des recommandations de la CEDEAO, estime qu'il y a des « insuffisances majeures » dans les propositions.

La CEDEAO ne devrait pas en effet selon la coalition de l'opposition, manquer d'évoquer la question d'un gouvernement de transition qui se chargerait de conduire les réformes institutionnelles et électorales et de la question sécuritaire.

Les responsables de la coalition déplorent également le fait que les Chefs d'Etat de la CEDEAO n'aient pas jugé opportun d'examiner le cœur du problème togolais qui selon eux, est l'obstination du chef de l'Etat togolais, Faure GNASSINGBE à se porter candidat pour un quatrième mandat en 2020. Ils fondent leur argumentation sur la règle au sein de la CEDEAO, prescrite par le Protocole additionnel pour la bonne gouvernance et l'Etat de droit, est de deux mandats.

Par ailleurs, pour ces 14 partis de l'opposition qui protestent depuis bientôt un an contre le régime de Faure Gnassingbé, la fixation de la date du 20 décembre 2018 pour les élections législatives est irréaliste. Aussi, relèvent-ils, « le mode de scrutin n'a pas été précisé ».

« Des imprécisions quant au retour à la Constitution de 1992 dans sa version originelle, à l'organisation et au déroulement d'élections transparentes et crédibles dans un pays qui ne connaît que la fraude et la violence électorales, sont à déplorer », peut-on également lire dans le communiqué.

La coalition compte dans ce sens aborder en profondeur, toutes ces questions lors des prochaines rencontres du dialogue politique avec les facilitateurs Nana Addo Dankwa AKUF0-ADD0 et Alpha CONDE qu'elle remercie au passage pour leur implication personnelle dans la recherche d'une solution durable à la crise togolaise.

Cris DADA